

Université Djilali Bounaamaa – Khemis Milina

Faculté Des Sciences Sociales Et Humaines

Département D'Histoire

Deuxième Année Master: Histoire De La Résistance Et Mouvement National Algérien

Textes Historiques En Langue Française

Texte n°03

L'école musulmane algérienne de Ibn Bâdîs dans les années 1930, de L'alphabétisation de tous comme enjeu politique

Dans l'Algérie coloniale, la volonté qu'eurent des Algériens musulmans de former les esprits, d'organiser un milieu intellectuel et de se regrouper en toute légalité prit une nouvelle forme quand ils s'approprièrent la loi de 1901 sur les associations. Ainsi, dans cet élan, le Cercle Salah Bey fut-il fondé à Constantine en 1907. Parmi ses fondateurs se trouvait al-Mûlûd b. al-Mûhûbî (1863-1935), élève de 'Abd al-Qâdir al-Majjâwî (1848-1913), précurseur de l'islâh en Algérie. C'est aussi en association que les Oulémas Musulmans Algériens se sont rassemblés, à l'échelle nationale en 1931, mais déjà auparavant à l'échelle locale, comme en témoigne l'Association pour l'Éducation et l'Instruction Professionnelle des Enfants Musulmans (*jam 'iyya(t) al-tarbiya wa l-ta'lim alislâmiyya en arabe*) formée en 1930 par Ibn Bâdîs à Constantine.

Le chef de file de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens et rédacteur de différents journaux en langue arabe, 'Abd al-Hamîd Ibn Bâdîs (1889-1940), considérait comme préalables d'une prise de conscience par les musulmans algériens de leur identité propre, à la fois la promotion d'un islam attaché aux sources scripturaires et délesté des pratiques « superstitieuses » (l'islâh, le réformisme), et la connaissance de la langue arabe en Algérie. Les savoirs que diffusait Ibn Bâdîs dans ses écoles (madrassa-s) fut donc politique, par ses conditions d'énonciation. Son expérience d'enseignement depuis les années 1920 avait renforcé ses convictions et imposé son autorité, faisant de Constantine un centre d'impulsion des politiques éducatives de l'Association des Oulémas.

La volonté de donner une culture de base commune à toute la umma musulmane algérienne

Avant toute chose, il convient de préciser ce que recouvre le terme de *umma* pour Ibn Bâdîs. Le terme est communément traduit par « communauté », mais aussi par « nation » en fonction du contexte. Parmi les définitions données par le dictionnaire *Lisân al-'Arab* on trouve la définition suivante : « Tout groupe (*qawm*) qui s'apparente à un Prophète (*nabî*) et qui s'y ajoute (*udîfû ilayhi*) constitue sa *umma*. Les Oulémas se situent précisément dans ces oscillations entre communauté religieuse et nationalisme. Une série de mots prend un sens nouveau à l'aune de l'éveil nationaliste en Algérie, dont l'ambiguïté de la traduction en français pose évidemment problème. Parmi ceux qu'utilisent principalement les auteurs des articles d'*al-Šihâb* et *al-Bašâ'ir*, nous distinguerons *qawm/qawmiyya* (le groupe ethnique / le nationalisme ou la nationalité)³ et *waṭan/waṭaniyya* : « *aljazâ'ir waṭanunâ* », « l'Algérie notre patrie », est le troisième volet du triptyque idéologique formulé par les Oulémas et bien connu (« l'islam est notre religion, l'arabe notre langue et l'Algérie notre patrie »). Issu de la *nahda*, mouvement de rénovation de la langue arabe et de changements sociaux et politiques, tout ce vocabulaire est aussi celui des nationalistes algériens. L'Étoile Nord-Africaine se dote d'un organe de presse qu'il nomme *El Ouma*. La notion de *sha'b* (peuple) n'apparaît en revanche pas mise en avant par les Oulémas dans les années 1930.

Dans ce cadre, le but de l'association *al-tarbiya wa l-ta'lim* est non seulement d'enseigner aux enfants la langue arabe et la religion, mais aussi de leur transmettre des valeurs liées au patrimoine commun. Pour mener à bien ce projet, Ibn Bâdîs s'inscrit dans un mouvement. L'école musulmane algérienne de Ibn Bâdîs dans les années 1930, de l'alphabétisation de réforme de l'éducation musulmane qui a débuté en Égypte et en Tunisie, et qui trouve aussi des racines dans le contact avec l'école française, publique comme privée (congrégations

catholiques et protestantes). La *jam'iyya(t) al-tarbiya wa l-ta'lim* de Ibn Bâdîs à Constantine dispense des enseignements relevant à la fois des *manqûlât* (le savoir se référant à une longue chaîne de transmetteurs, attestée par les savants religieux – enseignement du Coran, du hadith, du *fiqh* et de la grammaire de la langue arabe) – et des *ma'qûlât* (sciences rationnelles, ou « conclusions de la raison » le calcul, la poésie, l'histoire et la géographie ou encore l'expression orale en arabe littéral avec des cours de conversation).

La situation coloniale implique également l'enseignement du français, dans quelques écoles au départ, par la suite partout où cela était possible, à la fois par contrainte administrative et par choix. Ibn Bâdîs encourage en effet la double culture, les enfants des membres de l'Association eux-mêmes suivant majoritairement l'école musulmane et l'école française. La recherche d'un nouveau modèle d'enseignement correspond à la fois à la vision de l'islam qu'avaient les Oulémas, attachés au retour aux sources scripturaires, à une ouverture aux sciences non exclusivement religieuses, et à la volonté de toucher un public divers pour former et éduquer les Algériens musulmans. La cible première de l'enseignement des Oulémas est ainsi la jeunesse. Mais leur ambition pédagogique est encore plus large. Elle s'étend à un public adulte, afin de promouvoir un enseignement pour tous les musulmans algériens.

Le public majoritaire : la jeunesse Dans la conception des Oulémas algériens, l'enseignement s'adresse aux enfants (garçons et filles) de toutes les composantes de la société. Mais de manière intéressante, les sources ne mentionnent pas de limites d'âge. Tous les enfants peuvent être accueillis au sein de la *madrassa*, la différenciation entre élèves qui poursuivent leurs études et élèves qui arrêtent là leur formation s'effectue après ce premier cycle. Certains approfondiront leurs connaissances par des études complémentaires (à Constantine) en vue d'une entrée dans le supérieur, à la Zaytûna de Tunis souvent, ou dans une des médersas franco-arabes officielles. D'autres suivront un enseignement professionnel : ainsi, dans l'entretien qu'il m'a accordé en janvier 2012, le fils de Bashîr al-Ibrâhîmî, Ahmed Taleb al-Ibrahimi, a souligné l'action de son père, et donc de l'Association avec lui, pour la formation professionnelle. Dans le cadre de sa mission d'enseignement à Tlemcen, al-Ibrâhîmî aurait demandé à un dinandier de former des jeunes et permis ainsi l'insertion professionnelle de ces derniers.

Un public adulte pour des cours d'alphabétisation ou d'initiation aux sciences religieuses

Les Oulémas ne ciblent pas uniquement le jeune public dans leur dynamique d'éducation. L'objectif ambitieux de l'Association des Oulémas entraîne une considérable diversité de l'offre de formation et donc des élèves de l'Association. Un tract en arabe rédigé par l'association al-tarbiya wa l-ta'lim de Ibn Bâdîs propose ainsi un « cours du soir destiné

aux membres de l'Association analphabètes pour apprendre la lecture et l'écriture » et des « conférences religieuses éducatives données par le Président de l'Association le dimanche matin à 10h et le jeudi soir à 21h30, pour les membres de l'Association spécialement (réservé aux membres de l'Association). »

Les cours destinés aux adultes analphabètes, membres de l'Association, apparaissent aussi dans un article publié dans al-Shihâb. Celui-ci évoque une classe réservée aux travailleurs ('ummâl), « pour l'éducation morale et l'enseignement religieux ». Un article de juin 1937 fait état de 111 élèves adultes (makhûl) à l'école al-tarbiya wa al-ta'lim¹¹. La lecture et l'écriture en arabe y sont enseignées deux fois par semaine, de même que les principes religieux. De plus, comme cela est précisé dans le tract, le dimanche, Ibn Bâdîs donne une conférence ouverte à tous ('âmma(t) al-nâs), sur la vie du Prophète et ce qu'on peut en retirer pour l'éducation et la morale.

Un enseignement est réservé aux femmes le jeudi soir après la prière à la mosquée Sîdî al-Aḥḍâr. L'accès y est alors interdit aux hommes, hormis ceux qui accompagnent leur épouse ou leur parente, qui sont invités à attendre dans un espace séparé. Elles assistent ainsi à des conférences du cheikh sur des sujets de morale ou d'éducation religieuse¹². Un programme spécifique est destiné aux femmes : il oriente leurs connaissances vers des modèles pieux afin de combattre les formes de religiosité proche des confréries (culte des saints, coutumes ...) ; il les prépare à la tenue d'un foyer (tâches ménagères, travaux de couture). Ainsi, le tissage et la broderie constituent l'essentiel de l'enseignement pratique pour les jeunes filles¹³. Ce programme garantit néanmoins à toutes un accès à la lecture et à l'écriture en langue arabe.

Des initiatives similaires en métropole

On retrouve cet effort d'enseignement pour adultes dans l'action de l'Association des Oulémas en métropole. Le Cercle de l'Éducation (nâdî al-tahdhîb) fondé en 1936, sous ses différentes sections en région parisienne, permet aux travailleurs immigrés algériens d'apprendre la langue arabe (al-'arabiyya(t) al-fuṣḥâ) et de se former en sciences religieuses. Il a pour mission d'alphabétiser les immigrés algériens en France et de lutter contre les risques d'abandon des pratiques religieuses que le contact avec la culture française pourrait entraîner. Au Cercle de l'Éducation, l'enseignement de l'islam et de la langue arabe, la diffusion de la connaissance de l'histoire algérienne et la propagation des idées morales de l'iṣlâḥ vont de pair avec l'enseignement du français et du calcul.

Compte tenu de la forte affiliation à l'Étoile Nord-Africaine des Algériens musulmans en région parisienne et du succès du Cercle de l'Éducation, les Oulémas partagent l'organisation des cercles métropolitains avec des membres de l'ENA/PPA à partir de janvier 1937. L'affiliation aux partis et organisations est certainement réductrice en la matière, on sait les écarts idéologiques et les divisions internes qui peuvent être présents au sein d'une même organisation et la part de relations interpersonnelles qu'engagent des collaborations comme celles-ci. Cependant, cela permet de donner des repères quant aux engagements des personnes, à un moment donné. En conséquence, la dimension politique des cercles en France est beaucoup plus affirmée et assumée qu'en Algérie. Si son but premier est l'enseignement, le Cercle de l'Éducation est aussi un terrain de la constitution de l'identité nationale algérienne, qui se forme dans la confrontation et l'interaction des idées légalistes et arabistes des Oulémas et des idées nationalistes du Parti du Peuple Algérien. L'entente ne dure cependant pas. L'alliance parallèle des Oulémas avec l'Association Franco-Musulmane proche des Communistes, qui lutte avec eux pour l'application de leurs droits et la suppression du régime de l'indigénat, constitue déjà un paradoxe en soi. Ils sont sur des lignes politiques assimilationnistes, quand l'ENA/PPA appelle à la rupture et à l'indépendance. Dans cette logique de modération et de « légalisme », les 'Ulamâ participent au cortège parisien du 14 juillet 1937, que le PPA avait appelé à boycotter. Le PPA de son côté avait tenté de dissuader les Algériens de participer à ce cortège parisien. En revanche, ils défilent sous la bannière du futur drapeau algérien à Alger, nouveau siège du parti depuis juin 1937, pour illustrer leurs revendications d'indépendance.

La *madrassa iṣlâḥiyya* algérienne s'adresse donc à un public varié, masculin et féminin, jeune et moins jeune, engagé politiquement ou non. Ce public représente l'idéal du rassemblement de la *umma* algérienne musulmane que Ibn Bâdîs défend au sein de l'Association des Oulémas. Leur idéologie de la *umma* comme un « seul corps uni » .comme une « idéologie populiste » en ce qu'elle gomme les différences et lisse la réalité pour la faire correspondre à cette nation, cette « communauté imaginaire » qu'ils veulent recréer. Cette volonté de s'adresser à de multiples classes sociales et à divers âges implique un raisonnement et des pratiques économiques de l'éducation, que nous allons maintenant analyser.

Permettre à tous d'étudier, sans conditions de ressources

*Le tract cité plus haut, qui présente l'offre des cours dispensés par l'association al-tarbiya wa l-ta'lim, en donne également les conditions d'accès et les tarifs. « Chaque membre doit verser deux francs chaque mois. Les cours pour garçons et filles sont gratuits pour les plus pauvres, les cours pour analphabètes de même, la conférence religieuse est gratuite pour tous. ». La dimension sociale d'ouverture de l'accès aux cours aux plus démunis ne fut pas relevée par Ali Mériad lorsqu'en 1967, il estimait dans *Le Réformisme musulman en Algérie* que l'Association accordait peu d'importance aux inégalités sociales :*

« La propagande réformiste sur le thème de la solidarité ne dépasse guère les recommandations pieuses (...) D'autre part, comme il n'était pas dans leur rôle de lutter pour l'amélioration du niveau de vie des masses laborieuses, les réformistes ne se croyaient pas non plus autorisés à faire le procès du capitalisme musulman, ni à déclencher une sorte de croisade contre la misère. » .

Or la solidarité apparaît dans le tract de l'association *al-tarbiya wa al-ta'lim*, de façon tout à fait concrète. L'avantage stratégique pour l'idéologie des Oulémas est évidemment à prendre en compte. La concurrence entre écoles des partisans de l'AOMA et partisans des confréries est très forte dans les années 1930. L'existence

à Constantine de la madrasa El-Kattâniyya (de Sîdî al-Kattânî, souvent orthographiée Kettania, rattachée à la Raḥmâniyya) qui jouit d'une bonne réputation, a certainement joué dans le volontarisme de Ibn Bâdîs. Une certaine surenchère entre établissements peut être supposée, étant donné la lutte dans les années 1940 entre l'Institut Ibn Bâdîs, fondé en 1947, et la Kattâniyya, rénovée la même année pour former le noyau central de l'enseignement supérieur confrérique. Stratégique ou philanthropique, cette mesure témoigne néanmoins d'une effective politique sociale d'éducation à Constantine.

Il faut mettre aussi ce constat en regard du cliché historiographique communément repris d'un mouvement « bourgeois », soutenu par les grandes familles musulmanes. Il est évident que les donateurs doivent avoir un minimum de revenus. Ali Mérad souligne ainsi que les finances du mouvement « dépendaient bien plus des libéralités des riches familles musulmanes d'Algérie que des maigres cotisations du menu peuple ». La famille de Ibn Bâdîs était effectivement une de ces grandes familles de la « bourgeoisie indigène »¹⁷. Il est nécessaire de nuancer cet aspect. Les relations étaient souvent conflictuelles entre le cheikh et son entourage familial en raison de son activisme culturel et politique¹⁸. D'autre part, comme le rappelle Ali Mérad, « les élèves des médersas libres se recrutaient pour la plupart dans les milieux populaires » (Mérad, 1967 : 304, 346). Les analphabètes pouvaient être membres de l'association et y apprendre par la suite à lire et écrire, comme le montre le tract évoqué plus haut. Le bureau de l'association *al-tarbiya wa al-ta'lim*, dont le renouvellement est évoqué dans *Al-Shihâb* en 1935, est d'ailleurs composé de fonctionnaires et de commerçants mais aussi d'ouvriers.

De surcroît, les dons pour les associations de bienfaisance, l'Association mère et les écoles sont recueillis soit à l'occasion de quêtes, lors des fêtes et événements organisés par l'Association des Oulémas, soit auprès des commerçants ou tenants d'établissements publics (« cafés, bains maures, boutiques ») affiliés aux Oulémas (membres ou sympathisants). Julien Fromage observe le même processus pour le financement des actions de la Fédération des Élus Musulmans de Constantine, qui fonctionne par ailleurs à de nombreuses périodes en binôme avec l'AOMA, notamment pour l'organisation des cercles (Fromage, 2012 : 466-468 et 234).

Compte tenu de tous ces indices, nous souscrivons à la conception de Mohammed El-Korso : « Sans vouloir nier cet aspect marquant [l'appartenance à la grande bourgeoisie de certains cadres] dans la vie culturelle et organique de l'AUMA, il est d'autres catégories socio-professionnelles qu'il faudrait prendre en considération sous peine de fausser l'histoire et de la mettre au service d'une idéologie, surtout quand il s'agit de micro-histoire, comme celle des islahistes de base que leurs activités commerciales, artisanales ou autres aidaient à peine à survivre. »

S'il est difficile de définir les termes justes pour décrire la société algérienne de l'époque, cette question des classes sociales est fondamentale. La définition de la *umma* musulmane algérienne, à laquelle fait constamment référence Ibn Bâdîs dans ses articles, en dépend. Elle ne peut exister que si les différentes composantes musulmanes de la société algérienne de l'époque s'y retrouvent et affirment leur appartenance à celle-ci. Sans développer consciemment une analyse de classe, Ibn Bâdîs souhaita recruter les élèves le plus largement possible – au point de mettre en place des conditions financières spéciales pour les plus démunis – afin que le manque de moyens n'empêche pas l'accès à la connaissance.

Cela n'a évidemment pas suffi à rallier tous les Algériens musulmans à leur idéologie. Les Oulémas ne s'en sont pas moins posés comme guides de la *umma* – « Nous nous plaignons pour la *umma* contre l'injustice et l'oppression croissantes envers elle, au profit de la *umma*, pour son bien. »²¹ – et c'est en tant que tel qu'ils agissent pour le mouvement scolaire musulman en Algérie.

Charlotte Courreye ; L'école musulmane algérienne de Ibn Bâdîs dans les années 1930, de l'alphabétisation de tous comme enjeu politique ; L'Algérie des oulémas. Une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991) ; Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, 536 p.